

# Au sujet de la mission que le gouvernement vient de confier au Préfet Jean-Luc Marx sur l'entité Alsace

## **Communiqué du 3 février 2018**

Au sujet de la mission que le gouvernement vient de confier au Préfet Jean-Luc Marx sur l'entité Alsace, l'initiative citoyenne alsacienne tient en premier lieu à saluer le travail accompli à ce stade, par un certain nombre de grands élus d'Alsace auprès des plus hautes instances de l'État, afin que celles-ci prennent pleinement conscience des problèmes nés en Alsace à la suite de son intégration forcée dans le Grand Est.

Il est vite apparu que la nouvelle organisation territoriale n'a pas été adoptée franchement et massivement par la société alsacienne, bien au contraire. Loin de résoudre des problèmes spécifiques de l'Alsace, elle lui en a apporté des nouveaux. Le Conseil régional du Grand Est n'a pas véritablement réalisé de choses qu'un Conseil régional d'Alsace maintenu n'aurait pas pu réaliser. Et bien des potentialités alsaciennes ont été bridées.

Le problème alsacien existe. Il est connu et reconnu ! Comment le résoudre ? Rien de crédible, de réaliste et d'efficace ne saurait se faire sans la mise en place d'une institution politique nouvelle permettant à l'Alsace de définir et de gérer ses besoins et ses intérêts propres, tout en gérant avec d'autres les besoins et les intérêts communs. Une simple fusion des deux départements alsaciens n'y suffirait pas. Il faut que la nouvelle institution dispose de pouvoirs et de moyens qui dépassent ceux confiés aujourd'hui aux départements. Aussi, un statut particulier conférant de larges compétences devra-t-il être accordé à cette nouvelle collectivité, notamment en matière d'économie à la fois comme fondement et objet du pouvoir, de bilinguisme français-allemand, d'enseignement de l'histoire et de la culture régionales, de formation et de recrutement des enseignants de ces matières, de coopération transfrontalière... Cela en plus évidemment de ceux dont disposent les Conseils départementaux.

Il a beaucoup été question ces derniers temps d'un ancien monde et d'un nouveau monde politiques. Voyons si le nouveau monde s'ouvrira à une nouvelle démocratie s'ouvrant elle-même à la délibération et à la participation citoyennes.

Pour nous, il est important que soient entendus autant les élus, que les experts, les clubs de réflexion et les citoyens pour aboutir à la formulation d'un projet pertinent porté par la

société alsacienne. L'avenir de l'Alsace doit aussi être l'affaire des Alsaciens ! Pierre Klein,  
président

[www.ica2010.fr](http://www.ica2010.fr) ; [www.pierre-klein.eu](http://www.pierre-klein.eu) ; [www.elsassjournal.com](http://www.elsassjournal.com)